



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'EMPLOI,
DU TRAVAIL, DES SOLIDARITES ET
DE LA PROTECTION DES POPULATIONS
SANTÉ ET PROTECTION ANIMALES ET
ENVIRONNEMENT

Arrêté du 18 janvier 2022

portant enregistrement de la demande présentée au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement par la SCEA REHHOF

concernant l'exploitation d'un élevage de volaille à FELDBACH (68 087)

Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement en particulier ses articles L.512-7 à L.512-7-7, et R.512-46-1 à R.512-46-30 ;

VU le code des relations public et l'administration et notamment son article L.121-1 ;

VU la Directive 91/676/CEE du 12/12/1991 du Conseil concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles, dite « directive nitrates » et le programme d'actions en vigueur dans le Grand Est ;

VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n° 2101, 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

VU le Règlement national d'urbanisme en vigueur sur la commune de FELDBACH ;

VU le SDAGE Rhin-Meuse approuvé par l'arrêté SGAR n°2015-327 du 30 novembre 2015 ;

VU le dossier déposé à la préfecture du Haut Rhin le 30 juillet 2021 et complété le 28 septembre 2021, par lequel la SCEA REHHOF sollicite, au titre de la législation sur les installations classées, l'enregistrement d'un élevage de volaille installé à FELDBACH (68 087), section 4_parcelle 36;

VU l'arrêté préfectoral du 30 août 2021 portant ouverture d'une consultation du public, au titre des installations classées, relative à la demande d'enregistrement présentée par la SCEA REHHOF ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2021 portant sursis à statuer au titre de l'enregistrement de la SCEA REHHOF ;

VU les observations recueillies sur le registre de consultation accompagné des feuilles annexes ainsi que par courriers et courriers électroniques, lors de la consultation du public qui s'est déroulée du 28 septembre au 26 octobre 2021 à la mairie de Feldbach, Bisel et Ruederbach ;

VU l'absence d'avis formulé par le conseil municipal de Bisel le 20/09/2021 ;

VU l'avis favorable formulé par le conseil municipal de Feldbach le 08/11/2021 ;

VU l'absence de réponse à la demande d'avis adressée à la commune de Ruederbach ;

VU les avis favorables du SDIS et de l'ARS ;

VU le rapport et les propositions de l'inspecteur des installations classées en date du 16 décembre 2021 concernant la prise d'un arrêté préfectoral portant enregistrement de la demande présentée par la SCEA REHHOF ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 6 janvier 2022 ;

CONSIDÉRANT que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales de l'arrêté ministériel de prescription générale du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n° 2101, 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et que le respect de celles-ci, permettent de garantir la protection des intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011, notamment par rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

CONSIDÉRANT que le CERFA 15679*02 annexé à la demande comporte les renseignements permettant de statuer sur la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale lors d'une demande d'examen au cas par cas préalable (article R.122-3 du code de l'environnement) ;

CONSIDÉRANT en particulier la localisation du site d'élevage et des parcelles d'épandage en zone vulnérable mais en dehors de toute autre zone de sensibilité environnementale ;

CONSIDÉRANT qu'au regard des éléments fournis par le pétitionnaire, le projet respectera la directive nitrates et les actions du programme d'action en vigueur dans le Grand Est seront respectées ;

CONSIDÉRANT en particulier l'absence des effets cumulés du projet avec ceux d'autres activités, ouvrages ou travaux et installations existants et approuvés dans cette zone ;

CONSIDÉRANT qu'au regard des éléments fournis par le pétitionnaire, le projet n'est pas susceptible de présenter des impacts notables sur l'environnement et la santé qui nécessiteraient la réalisation d'une étude d'impact et donc le basculement en procédure d'autorisation ;

CONSIDÉRANT que l'installation doit disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques ;

CONSIDÉRANT que les aménagements projetés se situent à moins de 100 mètres d'une habitation tierce et qu'ainsi la demande de dérogation de distance d'éloignement doit être inscrite en vertu de l'article R512-52 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les mesures compensatoires proposées et les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511.1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

APRES communication du projet d'arrêté à l'exploitant ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin,

ARRÊTE

TITRE 1 – Portée, conditions générales

Chapitre 1.1 – Bénéficiaire et portée.

Article 1.1.1_Exploitant, durée, péremption.

L'élevage de volailles exploité par la SCEA REHHOF représenté par Monsieur Fred OBERLI, dont le siège social est sis au lieu-dit REHHOF à FELDBACH (68 087), faisant l'objet de la demande susvisée est enregistré. Les installations principales et annexes sont localisées sur le territoire de la commune de FELDBACH (68 087). Elles sont détaillées au chapitre 1.2 et en annexe 1 et 2 du présent arrêté. L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R.512-74 du code de l'environnement).

Chapitre 1.2 – Nature et localisation des installations.

Article 1.2.1_Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

Rubriques	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Effectifs	Régime
2111-1	Volailles (activité d'élevage)	Élevage de poulette	39 999	E

Article 1.2.2_ Situation de l'établissement et localisation des parcelles destinées à l'épandage :

Les installations enregistrées sont situées sur les communes, parcelles et lieu-dit suivants :

Commune	Parcelles
Feldbach	Section 4 Parcelle 36

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

La parcelle retenue pour l'épandage est situé sur la même parcelle que l'installation.

Chapitre 1.3 – Conformité au dossier d'enregistrement.

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et aux données techniques contenues dans le dossier d'enregistrement déposé par l'exploitant accompagnant sa demande susvisée.

Chapitre 1.4 – Prescriptions applicables.

S'appliquent à l'établissement les prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 visé ci-dessus.

Chapitre 1.5 Prescriptions spéciales en matière de lutte contre l'incendie.

Cette autorisation est subordonnée au respect des prescriptions générales applicables à l'activité et visées à l'article 1.4 du présent arrêté ainsi qu'au respect des prescriptions spéciales suivantes :

- la défense extérieure contre l'incendie est assurée par des poteaux d'incendie normalisés assurant un débit minimum simultané de 210 m³/h. Ce débit est nécessaire pendant deux heures consécutives ;
- en cas d'insuffisance de débit du poteau d'incendie, ou éloignement trop important, il y a lieu de compléter avec une réserve d'eau d'incendie totalisant 420 m³ accessible et utilisable en toutes circonstances ;
- le projet d'implantation de la réserve d'incendie doit être soumis au préalable à l'avis du Service d'Incendie et de Secours du Haut-Rhin / Groupement Prévision Opération/Service DECI (fiche N°20 du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie du Haut-Rhin) ;
- prévoir un dispositif coupe-feu de 2 heures entre le poulailler et les bâtiments existant (distance de plus de 8 mètres ou mur) ;
- le chemin stabilisé doit être praticable par des engins de 16 tonnes, non équipés hors route, par tout temps ;
- respecter les dispositions relatives au Code du travail.

Chapitre 1.6 Prescription spéciales.

Cette autorisation est subordonnée au respect des prescriptions générales applicables à l'activité et visées à l'article 1.4 du présent arrêté ainsi qu'au respect des prescriptions spéciales suivantes :

- le matériel aux abords est rangé ;
- d'une manière générale, les matériaux de façades ou de couvertures seront remplacés et harmonisés en tant que de besoin au fur et à mesure de leur usure ;
- les sols de tous les bâtiments à construire seront étanches ainsi que le bas des murs sur une hauteur minimale de 1 mètre ;

- à l'issue des travaux, le site sera débarrassé en tant que de besoin des éventuels vestiges de matériaux de construction et du bâtiment démolé ;
- les accès resteront suffisamment empierrés et maintenus propres pour empêcher la formation de bourbiers et toute souillure inutile de la voirie qui restera également propre ;
- le bâtiment d'élevage sera exploité de façon à ce que son fonctionnement ne puisse pas être à l'origine de nuisances olfactives et auditives pour les tiers les plus proches et notamment les circulations des véhicules se feront sur les chemins de circulation les plus éloignés de l'habitation ;
- la livraison de l'aliment se fera par le nord du bâtiment d'élevage ;
- la distribution de l'alimentation sera entièrement automatisée et réalisée à l'intérieur du bâtiment ;
- le sas sanitaire sera alimenté avec de l'eau du réseau collectif.
- une ventilation dynamique sera installée. Elle sera pilotée par une centrale d'ambiance, réduisant et modulant la ventilation au strict besoin des volailles. Cette ventilation sera appuyée sur des turbines de grand diamètre et rotation des pales lentes ;
- la fumière sera couverte pour supprimer le risque de détrempe des fientes au stockage ;
- la déshydratation rapide des fientes au stockage se fera dans la fumière en bout de bâtiment à l'opposé des tiers et située sous les ventilateurs d'extraction d'air chaud de la salle d'élevage.

Chapitre 1.7 Modifications et cessation d'activité – Remise en état du site.

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier, est portée avant sa réalisation à la connaissance de la DDETSPP avec tous les éléments d'appréciation.

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration à la DDETSPP dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

Lorsque l'installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était autorisée, son exploitant en informe la DDETSPP au moins trois mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées. L'exploitant remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger ou inconvénient mentionné à l'article L.511-1 du code de l'environnement. En particulier :

- les risques d'incendie ou d'explosion sont supprimés,
- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets, dont les gravats, seront valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées,
- les cuves ou fosses seront vidangées de tout contenu, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles seront si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées et semi-enterrées, elles seront rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte,
- les équipements seront démantelés (câblage électrique, etc.),
- si une valorisation des structures et équipements au moment de la cessation n'est pas possible, ils seront démantelés et les déchets en résultant seront dirigés vers une unité de traitement compétente et les différentes attestations certifiant les traitements établis seront communiquées à la DDETSPP,
- l'accès au site sera sécurisé en tant que de besoin.

Chapitre 1.8 Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions du présent arrêté sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Chapitre 1.9 Fonctionnement et évolutions ultérieures

L'administration se réserve le droit de prescrire ultérieurement toutes modifications que le fonctionnement ou la transformation des activités visées par le présent arrêté rendrait nécessaires dans l'intérêt de la protection de l'eau, de la salubrité, de l'hygiène et de la sécurité publique, et ce, sans que le pétitionnaire ne puisse prétendre à aucune indemnité ou dédommagement quelconque.

TITRE II – Modalités d'exécution et voies de recours

ARTICLE 2.1 – FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 2.2 - Délais et voies de recours

En application de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg :

« 1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

« 2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

« Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Téléréfuge citoyen accessible par le site : www.telerecours.fr

Article 2.3 – Publicité

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Feldbach et peut y être consultée.

Un extrait de ce même arrêté est affiché à la mairie de Feldbach pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

Une copie de l'arrêté est également adressée à chaque conseil municipal consulté en application de l'article R.512-46-11, à savoir les communes de Bisel et Ruederbach.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 3.4 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations

classées, le maire de Feldbach, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à l'exploitant.

Fait à Colmar, le 18 janvier 2022

Le préfet
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général



Jean-Claude GENEY

